

L'Iran gagne par KO contre l'Arabie saoudite en Irak

Tandis que Riyad souffre les effets de l'expansion de l'EI et sa position est de plus en plus fragile, Téhéran devient indispensable pour les USA et leur alliance internationale.

Pedro Rojo

L'opposition saoudienne à l'invasion d'Irak par les États-Unis n'était pas futile. L'Irak de Saddam Hussein de 2003 non seulement ne représentait pas un danger pour la sécurité arabe, mais il servait de mur de contention pour les désirs expansionnistes de la révolution islamique iranienne. L'occupation américaine, mal planifiée, a déchaîné un chaos dans le pays qui a fini par s'étendre vers ses voisins arabes. Pendant ce temps, l'habileté de l'Iran pour tirer profit de la situation n'est comparable qu'à celle des groupes radicaux comme Al Qaida ou Daech. De son côté, la lenteur et le manque de décision de la politique étrangère saoudienne l'ont empêché de jouer un rôle décisif dans la défense de ses intérêts et elle a perdu toute capacité d'influence sur l'Irak actuel.

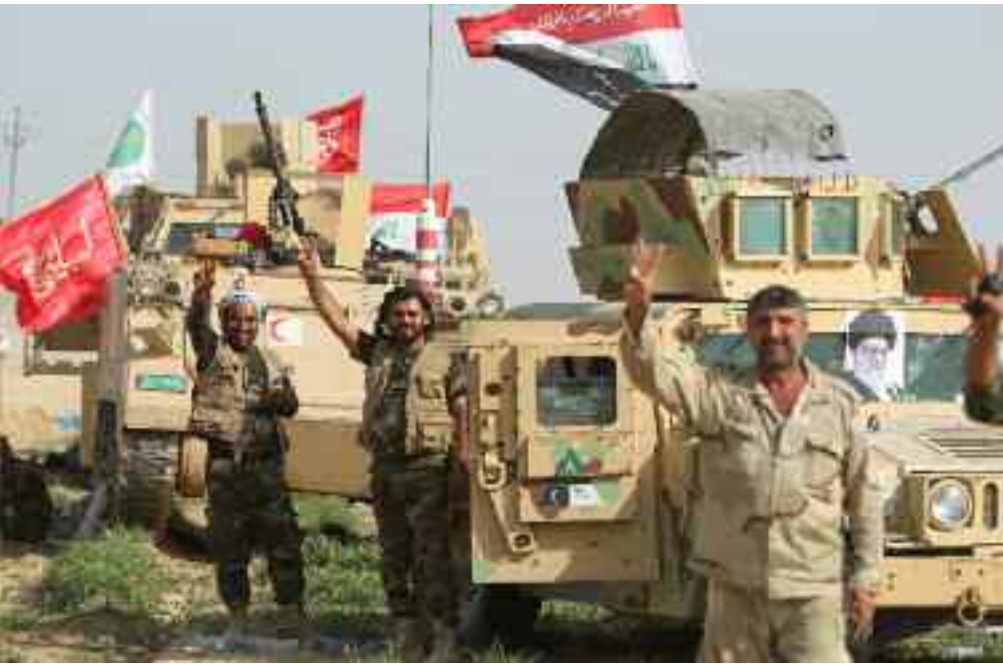
Depuis le début, la situation saoudienne dans l'Irak occupé a été très gênante. Allié traditionnel dans la zone de la puissance d'occupation, elle observait, sans être écoutée, comment le pays était démantelé, en commençant par la dissolution du parti Baas et des forces de sécurité à travers les célèbres ordres 1 et 2 de Paul Bremer dès qu'il s'est placé à la tête du Bureau de la Reconstruction et de l'Aide humanitaire. En même temps, des partis politiques pro-iraniens, tel le Conseil suprême pour la révolution islamique d'Irak ou Al Dawa, ont peu à peu coopté la nouvelle scène politique à Bagdad. Deux éléments ont favorisé depuis le début le caractère indispensable de l'aide iranienne pour gérer l'Irak occupé : d'un côté, le système de quotas de pouvoir basés sur des principes ethno-sectaires imposé par l'occupation et, de l'autre, le besoin de construire à partir de zéro les nouvelles forces de sécurité irakiennes.

En imposant un système de quotas dès le premier organe de gouvernement de la transition, le Conseil de gouvernement irakien, l'occupation a facilité le contrôle de la majorité parlementaire d'Irak par des partis proches de l'Iran qui s'autoproclamaient représentants de la majorité chiite du pays. Cette instrumentalisation confessionnelle de la politique a été appuyée par les institutions religieuses chiites, même si la plus haute figure irakienne chiite, l'ayatollah Ali Sistani, a réduit peu à peu son soutien public à ces partis au fur et à mesure que leur dis-

crédit croissait à cause de la corruption et de leur incapacité à gérer les problèmes réels des Irakiens. L'exacerbation du discours sectaire a été imposée par les élites politiques de façon systématique pour maintenir captive à travers la peur la population irakienne, mécontente de ses gouvernants mais craignant d'abord l'apparition d'Al Qaida et plus récemment l'extension de Daech.

Depuis Riyad, cette lente mais imparable infiltration de l'Iran dans toutes les classes irakiennes était observée avec inquiétude, mais avec une faible capacité de manœuvre. D'un côté, elle se devait à son allié américain qui semblait accepter avec résignation la lente perte de contrôle sur « son projet » pour l'Irak et pour la région aux mains de son ennemi par excellence. De l'autre, elle voyait avec crainte comment le mur de contention contre son pire ennemi dans la zone s'était effondré pour finir par partager une frontière avec un régime où non seulement les milices pro-iraniennes et les forces de sécurité même des ayatollahs sont à leur aise, mais maintenant aussi les combattants du groupe État islamique. Obsédée par sa discrimination historique contre les chiites, l'Arabie saoudite est entrée de plein fouet dans le jeu sectaire en appuyant les partis dits « sunnites », tel le Parti islamique de Tareq al Hashemi. Ce n'était pas là non plus son choix le plus naturel puisque ce parti et le courant islamiste en Irak appartiennent à l'aile modérée de l'islam politique, plus proche des thèses des Frères musulmans que du wahhabisme propagé par l'Arabie saoudite. De ce fait, Al Hashemi a choisi l'Istanbul d'Erdoğan et non un pays arabe pour son exil après avoir été condamné à six peines de mort pour terrorisme en Irak. L'autre choix pour les Saoud aurait été d'appuyer les groupes qui s'opposaient au système politique imposé par l'occupation. Cette position était inenvisageable pour deux raisons : premièrement, car le parti Baas était dans ce courant d'opposition, deuxièmement car ceci aurait signifié de délégitimer le processus imposé par son allié, Washington.

Voilà donc les paramètres qui ont marqué les relations entre Bagdad-Téhéran et Riyad ces dernières années. Les actions de normalisation des relations avec l'Iran, telle la levée des sanctions, l'envoi de milliards de dollars en



Les forces de sécurité irakiennes et paramilitaires commencent une opération pour libérer la province d'Anbar, avant la grande offensive pour reprendre la ville de Ramadi, détenue par le groupe État islamique. Irak, mai 2015./AHMAD AL RUBAYE/AFP/GETTY IMAGES

aide pour la reconstruction ou la remise d'une partie de la dette irakienne font partie des tentatives de l'Arabie saoudite d'améliorer les relations et pouvoir ainsi gagner un espace d'influence dans le pays. Certaines initiatives, comme le communiqué de certains hommes religieux sunnites et chiites irakiens, connu comme la Lettre de La Mecque (2006), font partie des projets, ayant échoué, pour tenter de sortir l'Irak de la logique sectaire qui n'intéressaient pas l'Arabie saoudite, plutôt par pragmatisme que par conviction idéologique.

Sécurité

Le chaos de la sécurité après l'occupation n'a pas non plus favorisé les intérêts saoudiens. Si la scène politique est à l'origine d'une multitude de désaccords entre Bagdad et Riyad, le dossier militaire a provoqué les conflits les plus tendus de la lutte irano-saoudienne pour l'hégémonie de la région. En faisant la sourde oreille aux rapports de l'intelligence et des militaires, les commandements politiques américains ont minimisé les risques d'une résistance armée irakienne contre leur présence sur la « Terre entre les Fleuves ». Le démantèlement du parti Baas et des forces de sécurité irakiennes n'a fait que nourrir la résistance avec une circonstance aggravante, puisque les occupants devaient lutter contre ces attaques sans aucune force locale puisqu'ils ont dû construire à partir de zéro les appareils de sécurité. Que ce soit en raison de cette urgence ou à cau-

se d'une erreur d'analyse, les Américains ont utilisé les milices de partis pro-iraniens en tant que colonne vertébrale de la nouvelle armée, dont certaines, comme les Brigades Bader, avaient lutté dans la guerre Iran-Irak du côté iranien. En contrôlant les forces de sécurité, ils ne contrôlaient pas seulement le système de sécurité officiel, mais ils garantissaient aussi l'impunité des actions sectaires et répressives (surtout contre la minorité sunnite) des groupes paramilitaires de ces partis et des services secrets iraniens. Cette réalité a abouti à une armée mal formée, plus engagée à suivre les ordres du grand guide de la révolution iranienne qu'à effectuer les tâches de défense du territoire national, comme on l'a vu clairement lors de leur absence de combat contre la résistance et, en particulier, contre Al Qaida sous la présence américaine. Un échec réaffirmé lors de la débandade face aux attaques des rebelles et du groupe

État islamique de l'Irak et du Levant en juin 2014 à Mossoul ou à Tikrit et plus récemment à Ramadi.

La marge de manœuvre saoudienne dans le conflit armé a été aussi étroite que dans le conflit politique. Ses intérêts voulaient qu'elle appuie les groupes les plus proches de son idéologie de la résistance armée qui, bien que minoritaires car extrémistes, avec un bon armement, auraient pu gagner une grande popularité comme c'est le cas dans la guerre civile syrienne. Mais ceci aurait signifié d'appuyer ceux qui combattaient avec des armes contre son allié américain, et même s'ils dirigeaient leurs actions contre les effectifs pro-iraniens, cela aurait rompu l'embargo total que les États-Unis avaient réussi à imposer sur la résistance irakienne. Les Sahwa ont représenté la seule opportunité d'avoir une influence réelle pour l'Arabie saoudite dans le domaine militaire. Ces milices tribales à majorité sunnite se sont créées au moment culminant des attaques de la résistance irakienne contre les troupes américaines et du conflit sectaire entre Al Qaida et les milices chiites. L'apparition d'Al Qaida en Irak a servi de renfort au discours sectaire anti-sunnite des partis pro-iraniens, mais en particulier de Nouri al Maliki, qui justifiait sa politique répressive et discriminatoire contre la population en raison de la menace que représentait ce groupe terroriste. Ce sont finalement les tribus locales ayant formé les Sahwa en 2006 avec l'appui des USA qui ont réussi à expulser les partisans d'Oussama ben Laden des villes où ils se cachaient. Mais dans une nouvelle erreur de

stratégie, les USA ont livré le dossier des Sahwa au gouvernement de Bagdad qui n'a pas tenu sa promesse de les inclure dans les forces de sécurité et dans la fonction publique officielle. Avec leur dissolution, cette possible voie d'influence saoudienne sur la scène irakienne a aussi disparu.

La retraite américaine

Sans doute, le moment clé où on a vu clairement qui avait gagné la bataille pour l'Irak a été les élections législatives de 2010. Le jeu des pressions et des déclarations en faveur des candidats des uns (Washington et la liste non sectaire Al Iraqiya) et des autres (les partis « chiïtes » avec l'État de Droit d'Al Maliki en tête) était clairement visible lors du voyage du viceprésident américain à Bagdad pour tenter de débloquer l'interdiction de se présenter de deux importants candidats de sa liste. Lors de son départ, Joe Biden a déclaré qu'il s'agissait de questions internes irakiennes et que les USA ne pouvaient pas intervenir. Malgré toutes les entraves, Al Iraqiya a remporté les élections, mais le président iranien d'alors, Mahmoud Ahmadinejad, s'est empressé d'affirmer publiquement que son leader, Iyad Alloui, ne serait pas premier ministre, ce qui a été le cas. Plus de 10 mois plus tard, Al Maliki était à nouveau désigné premier ministre d'un Irak sans troupes américaines et avec une révolution populaire, dans le style de l'égyptienne, qui s'étendait à travers les provinces à majorité sunnite.

La féroce répression des forces armées irakiennes contre les manifestants qui campaient dans les places de Ramadi, Falloujah ou Tikrit a déchaîné un conflit armé réunissant les deux éléments cruciaux du désaccord irano-saoudienne en Irak : les éléments militaire et politique. Dans l'évolution des événements on a pu voir aussi la détermination et l'astuce iranienne au moment de s'adapter et de jouer avec les nouveaux éléments qui surgissent. L'Arabie saoudite a menacé avec de graves conséquences suite aux massacres répétés de sunnites, mais son implication réelle n'a pas dépassé un financement timide de certains groupes liés aux Conseils militaires de la révolution qui ont dirigé le soulèvement populaire contre Bagdad. Mais, à nouveau, elle s'est trouvée face à une contradiction : appuyer militairement et politiquement la révolution pourrait signifier la sortie de son ennemi d'Irak, mais aussi la création d'un gouvernement irakien de nature révolutionnaire demandant une démocratie réelle, la fin du despotisme, la corruption et le sectarisme, trois éléments clés pour la survie de la monarchie saoudienne.

L'irruption du groupe État islamique

Face à l'indécision de l'Arabie saoudite et de ses alliés, d'autres acteurs ont décidé à leur place. Le retour d'Al Qaida en Irak sous le manteau du groupe État islamique d'Irak et du Levant, deve-

nu ensuite le califat islamique, en juin 2014 au cours de la prise de Mossoul, a mis fin aux spéculations sur l'opportunité d'appuyer les rebelles pour faire chuter le gouvernement de Bagdad. S'il y avait eu, au cours des mois suivants, une reconnaissance internationale de la légitimité des demandes des rebelles et un engagement de non-action, ils auraient peut-être pu obliger le gouvernement marionnette de Téhéran à Bagdad à convenir d'une transition vers une démocratie réelle. Mais tandis que l'on sondait les différentes possibilités au cours de réunions, telle la conférence d'Aman des 16 et 17 juillet 2014, où l'opposition irakienne a proposé une feuille de route pour sortir de la crise que traverse le pays depuis 2003, l'EI a accru son pouvoir en déplaçant les forces rebelles et en prenant le contrôle sur le terrain. L'entrée dans le conflit de la dite coalition internationale, le 8 août 2014, a représenté le coup de grâce à toute possibilité de faire pression sur Bagdad pour qu'elle accepte de négocier la feuille de route de l'opposition. À ce moment là, aussi bien les médias que les porte-paroles officiels arabes, dont Riyad en tête, ont cessé de parler en termes de conflit entre trois parties comme ils faisaient jusqu'alors : rebelles, armée irakienne et EI. Le premier facteur a été effacé de la carte malgré le fait qu'il représente le seul élément qui peut garantir la défaite de l'EI comme cela a été le cas avec Al Qaida et les Sahwa, en 2006-2008.

Plus d'un an après la chute de Mossoul, la position des pays arabes en général, et de l'Arabie saoudite en particulier, est beaucoup plus fragile. L'attentat contre la mosquée chiïte d'Al Qadhi (à Dammam, dans l'est de l'Arabie saoudite) revendiqué par l'EI, n'est qu'une constatation de la menace qui plane en permanence sur l'Arabie saoudite. Tandis que Riyad souffre les effets de l'expansion du groupe État islamique, une fois encore l'Iran a su manœuvrer pour tirer profit de ce nouveau facteur et cesser de représenter le centre de l'« Axe du mal » et devenir un partenaire de la coalition internationale dans la lutte contre le terrorisme. Ses alliés irakiens en ont profité pour serrer un nouveau tour de vis dans leur discours et leur action sectaire de la main de leur nouvelle milice Al Hashad al Shaabi, accusée par Amnesty International et Human Rights Watch d'avoir commis de possibles crimes de guerre. À nouveau l'Iran est nécessaire pour les USA et leur alliance internationale, puisque sans autres troupes, c'est cette milice qui accompagne l'armée irakienne dans la lutte au corps à corps contre les combattants de Daech. Ce facteur leur permet de marquer le rythme des attaques, *allegro ma non troppo*, puisque tant que le conflit durera, Téhéran continuera à être indispensable sur la scène internationale, au grand désespoir de l'Arabie saoudite qui semble avoir accepté la victoire iranienne en Irak avec l'accréditation en avril du premier ambassadeur saoudien en Irak depuis 25 ans. ■